

• Embellie pour Wagon Automotive dans un ciel bien incertain

samedi 04.07.2009, 04:53 - La Voix du Nord



Philippe Nalewajek (ici au micro), a annoncé hier que 400 emplois sur 465 seraient préservés.

En grève générale depuis le 29 juin, les salariés de Wagon Automotive, réunis hier en assemblée générale, ont voté en faveur de la reprise du travail. Ils acceptent par ce biais l'offre de reprise du groupe SNOP.

PAR C. LEGRAND-STEELAND

douai@lavoixdunord.fr PHOTO ÉMILIE DENIS

« On commence seulement à avoir le sourire depuis ce matin. » Philippe Nalewajek, secrétaire CGT du comité d'établissement de Wagon Automotive, a encore en bouche le goût amer des discussions de jeudi, à Paris.

La partie était loin d'être gagnée lorsque les négociations avec l'administrateur judiciaire et le représentant du groupe Renault se sont engagées. En effet, en début de réunion, les propositions de reprise n'étaient que de 350 salariés sur 465 (notre édition de mardi). « Wagon ne peut pas fonctionner sous la barre des 400 salariés », assure Philippe Nalewajek. Ce n'est que vers 22 heures jeudi soir que l'ensemble des interlocuteurs a accepté les conditions de la délégation douaisienne. « C'est une avancée significative », reconnaît le leader syndical tout en regrettant que des licenciements ne puissent être évités : « Sur 465 personnes, il faut déduire 17 personnes en longue maladie et 28 volontaires. Ce qui fait 20 licenciements. » En cas de reprise à la hausse de l'activité de l'équipementier automobile dans les deux années à venir, ces vingt personnes seraient prioritaires parmi les embauches.

D'ici là, au même titre que les 28 volontaires et les 90 personnes licenciées il y a deux mois, elles pourront entrer en cellule de conversion gérée par Renault, Peugeot et Wagon. Cellule au sein de laquelle ils pourront bénéficier de formations ou de reclassement dans le Douaisis. « Cette cellule vient en plus de ce qui est proposé par le Pôle emploi et le contrat de transition professionnelle (CTP). » Les volontaires bénéficieront en outre d'une prime de départ comprise entre 15 000 et 50 000 E, en fonction de leur ancienneté.

Et en attendant que la charge supplémentaire de travail promise par Peugeot soit effective, la CGT a négocié avec le conseil régional pour qu'il prenne en charge la formation de 25 équivalents emplois parmi les 400 salariés.

Mais les principaux intéressés se sentent au pied du mur : « On a voté pour la reprise parce qu'on risquait la liquidation en cas de refus », confessait l'un d'eux à l'issue de l'assemblée générale. « Qui sait si dans six mois on ne fermera pas ? » •

